

LE CAMP DE SEJOUR SURVEILLE DE SAINT-SULPICE LA POINTE

Octobre 1940 – Août 1944

Etude réalisée par Jean-Philippe Lantes

Membre de la FNDIRP (Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants et Patriotes)

Membre de l'ACER (Amis des Combattants en Espagne Républicaine)

(Extrait publié dans le numéro 78 de « Repères. Juillet 2025).

Le camp de Saint-Sulpice la Pointe, construit entre décembre 1939 et avril 1940, accueille 1500 réfugiés belges de mai 1940 au 21 septembre 1940. Le 16 octobre 1940, PEYROUTON, ministre de l'intérieur de PETAIN, annonce la création d'un camp « d'indésirables » sur Saint-Sulpice. Ce camp de plus de 5 hectares, est entouré de barbelés, de 3 miradors, de 2 blockhaus et de 11 guérites. Le camp principal comprend 20 baraques. Le camp sera gardé par 150 fonctionnaires de la police nationale bientôt rejoints par un groupe important de GMR. 3 commandants se succéderont à la tête du camp.

Une 21^{ème} baraque, disciplinaire et secrète, est positionnée, concomitamment, à la prison de Castres, elle sera transférée à la prison de Gaillac à compter du 18 octobre 1943. La baraque 19 du camp principal sera réservée aux droits communs.

Ce camp aura dans les documents officiels de nombreuses appellations : camp d'internement, camp de concentration ou camp de la sureté nationale. Plus de 4600 internés passeront dans le camp principal et ses prisons annexes entre le 28 janvier 1941 et le 23 août 1944.

Le camp de séjour surveillé de Saint-Sulpice, un camp pour indésirables français et étrangers :

Les premiers indésirables vont être « légalement » internés.

Les premiers textes réglementaires sur les indésirables sont les décrets ou lois votées qui s'attaquèrent aux indésirables étrangers, le 12 octobre 1938 puis le 12 novembre 1938 (antifascistes et antinazis allemands ou autrichiens, réfugiés ou membres des brigades internationales) ou contre les républicains espagnols concomitamment à la RETIRADA, en janvier, avril ou novembre 1939, tout comme en septembre 1940 ou février 1941.

Les indésirables français, eux, se sont les communistes, des syndicalistes de la CGT, nombre d'entre eux ayant appartenu à la CGTU. Certains étaient en détention dès la fin 1939, après l'interdiction du Parti Communiste par le décret du 26 septembre de la même année faisant suite au

pacte germano-soviétique signé le 23 août 1939 (censure puis saisie de la presse communiste dès le 24 août). Puis les motifs d'internement seront autour des premières actions clandestines (adhérents du PC, membre de la CGT, sympathisant communiste, syndiqué, ou « ne renie pas la politique de son parti »).

Beaucoup sont arrêtés sur le début de l'année 1940 au titre du décret-loi de Ramadier du 18 novembre 1939, avec un internement administratif sur ordre des préfets, et de sa circulaire d'application, classée secrète, signée par Albert Sarraut du 14 décembre 1939. Ici les motifs démontrent la reconstruction des organisations du parti communiste dans la clandestinité et le combat à l'intérieur de la CGT dont plus de 620 organisations et sections locales ont été dissoutes car dirigées par des Unitaires. (8000 militants et dirigeants sont condamnés jusqu'à mars 1940).

Le décret SEROL du 9 avril 1940, prévoyant jusqu'à la peine de mort pour trahison n'aura pas le temps de s'appliquer, la période de guerre finissant avec la défaite et l'armistice du 22 juin 1940. Les textes de lois anticomunistes promulguées par le gouvernement de Vichy, en particulier la loi contre les individus dangereux du 3 septembre 1940 ne feront que continuer la répression en l'aggravant. D'autant plus que les motifs d'incarcération évoluent avec les premiers actes de résistance, comme des manifestations sur la voie publique, des mouvements revendicatifs, la participation à des actions directes contre Vichy ou l'occupant et les prémices de l'organisation spéciale en construction et déjà développée avec l'OSC dans les départements du Nord et du Pas de Calais sous administration du gouvernement militaire allemand de Belgique.

Le point d'orgue des outils de répression étant, après la loi contre les francs-maçons et avant la promulgation du statut des juifs, le 3 octobre 1940, qui sera complété et aggravé, c'est la création de la section spéciale le 7 septembre 1941. Celle-ci jugera les actions de résistance y compris avec un effet rétroactif s'appuyant sur les dernières lois promulguées par la 3^{ème} République, la peine de mort sera, alors, régulièrement prononcée.

Les documents qui sont aux archives départementales du Tarn sont, sur l'ensemble de ces points, révélateurs. Les motifs sont, alors, souvent identiques : reconstruction d'une organisation interdite, propagande communiste (journaux, tracts, papillons), premiers actes de résistance contre le régime « actuel » et l'occupant, non reniement de ses idées, mouvements sociaux et revendicatifs ou détention d'armes. Dans ceux qui seront arrêtés, le premier semestre 1941, certains répondent déjà aux actions de « l'organisation spéciale » ou participent de la fondation du Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France en mai 1941. Comme pour certaines autres organisations de résistance ou réseaux, juin 1941 correspondra à une intensification ou le début de la lutte armée contre l'occupant et le régime de collaboration.

C'est avec, déjà, un passé d'internement que le 28 janvier 1941, 253 militants communistes ou de la CGT arrivent au camp, parmi eux d'anciens membres des Brigades Internationales. Fin février ils sont 1047 en provenance, encore, d'autres lieux de détention. Ce chiffre démontre que le camp d'internement de Saint-Sulpice, à cette période, est un des principaux camps d'internement des indésirables français. Ils sont le plus souvent arrêtés après leur démobilisation ou l'affectation spéciale qui avait été requise à leur encontre.

Comme le démontre les documents conservés aux archives départementales du Tarn, un nombre impressionnant de responsables de syndicats CGT ou d'unions locales, de secrétaires ou trésoriers de cellules, de responsables de fédérations du PCF ou d'anciens élus destitués car n'ayant pas fait allégeance au régime de Vichy (maires, conseillers généraux ou municipaux ...) mais aussi de candidats aux différentes élections ou encore des fonctionnaires...sont internés. L'organisation

communiste est décapitée dans le sud de la France mais le camp voit également les internements de militants de la zone occupée, les éloignant ainsi de leurs lieux d'actions.

Ceux qui sont considérés comme dangereux ne restent pas. En mars 1941, 167 d'entre eux sont envoyés dans les camps d'Afrique du Nord à l'appellation identique de Centres de Séjours Surveillés, ils iront d'abord à Djelfa en Algérie puis pour beaucoup au camp de Bossuet ou de Djénine Bou Rezg. 8 départs vont se succéder toute l'année 1941 pour un total de près de 200 internés qui seront transférés par bateaux en embarquant toujours à Port-Vendres, ceci se poursuivra en 1942.

Le 18 décembre 1941 sur 758 présents : « 705 sont communistes ou syndicalistes dont 4 juifs et 53 divers dont 2 gaullistes et 1 juif... ».

Un camp de triage premier maillon de la déportation :

On peut dire de ce camp qu'il était déjà un camp de triage certainement lié à la proximité d'un important nœud ferroviaire à l'est d'un Toulouse proche. Les documents archivés nous parlent de transports, de transferts, de convois, de détachements, d'arrivées et de départs, de remises aux autorités allemandes (jamais de déportations) ou à la 8^{ème} BPM¹ de Toulouse. Il s'agit : d'interchanger les détenus souvent pour les éloigner de leur lieu de résidence afin d'empêcher toute collaboration ou coordination avec la résistance locale², de façon disciplinaire de transférer dans des prisons plus dures³ suite à des rébellions internes, d'ajuster les populations accueillis dans les lieux d'internement. Outre les transferts en Algérie⁴, les navettes sont régulières vers ou depuis les camps de Sisteron, Fort Barraux, Saint-Paul d'Eyjeaux, Nexon... les prisons de Carcassonne, de Nice, de Marseille... les camps de Noë et du Vernet⁵... Les transports pour les STO ou les chantiers TODT de l'Atlantique commencent dès 1942. Les départs des plus jeunes ou des ouvriers et techniciens qualifiés ne cesseront plus jusqu'au début 44 entraînant systématiquement des mouvements de résistance à l'intérieur du camp tant les destinations restent incertaines.

Si le camp de Saint-Sulpice reste majoritairement dédié aux communistes et aux syndicalistes, aux FTP, des résistants de tous les mouvements vont progressivement être internés

¹ Brigade de Police Mobile

² Ainsi Elie AUGUSTIN, responsable communiste tarnais cherche à reprendre contact avec ses camarades dans le département. Il décédera au Camp de Bossuet en novembre 1941

³ Eysses, Saint-Michel, baraque 21 à Castres

⁴ Jusqu'en août 42

⁵ Le 25 août 1942 de nombreux républicains espagnols ainsi qu'un polonais sont transférés au camp du Vernet d'Ariège.

dans le camp à partir de la fin 1942. Pour tous, alors, la notion d'internés résistants prendra le pas sur celle d'internés indésirables. Comme l'attestent les motifs d'internements.

Un listing retravaillé récemment⁶ et à disposition aux archives départementales permet d'analyser les chiffres suivants :

- 3946 hommes ont été internés de façon momentanée ou permanente sur le centre de Séjour Surveillé de Saint-Sulpice,
- 207 personnes d'origine russe y sont passées à partir du 29 juin 1942 devant une commission de criblage, 181 ont été libérées,
- 226 juifs étrangers, hommes femmes et enfants, sont internés après la rafle du 26 août 1942 menée par la police française,
- 245 hommes et femmes sont internés dans la baraque 21 de Castres puis de Gaillac.

Au total le Camp de Saint-Sulpice et sa baraque 21 ont vu passer 4621 personnes, femmes, hommes et enfants aux destins qui seront souvent tragiques.

Si le criblage de la population d'origine russe du département décidé par le préfet, en juin 42 n'entraînera pas d'excès répressifs, le camp de Saint-Sulpice sera le premier camp de concentration des 226 juifs étrangers raflés le 26 août 1942 dans le département. 223 d'entre eux (essentiellement polonais, allemands et autrichiens...) seront transportés, le 2 septembre, par 10 camions, à la gare pour être emmenés vers Drancy. Ils seront déportés vers le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau par les convois n°30, le 9 septembre 1941, et n°31 du 11 septembre. Leur départ entraînera un mouvement chez les détenus.

Une majorité de communistes sont internés :

A titre d'évaluation sur **2827** internés du camp principal étudiés, nous pouvons compter 1125 militants communistes dont de nombreux membres de la CGT (anciens de la CGTU) ; 308 militants de la CGT (pour certaines organisations ou syndicats de branche dits associés au PCF) peuvent être dénombrés ainsi que 300 internés politiques (accusés de menées communistes ou membres d'associations proche du PCF comme le SRI). Ceci représente 1733 internés indésirables ou résistants communistes, soit 61.3 % (non exhaustivement) de cette population dont le parcours est connu.

Une étape concentrationnaire avant la déportation :

Pour les **223** juifs étrangers, le Camp de Saint-Sulpice fût la première étape vers les camps de la mort, 3 semaines après leur rafle, ils étaient pour la majorité d'entre eux gazés.

Pour les 3072 internés du camp principal (sur 3946) dont le devenir est connu :

- **623** seront déportés le 30/07/1944 de Saint-Sulpice puis par le Tr.I.252 de Toulouse le 31/07/1944 sur Buchenwald,

L'organisation communiste, à l'intérieur du camp est très structurée. Chefs de baraques, chargés de liens entre les baraques entre les différents courants de résistants, etc... L'éducation et la formation sont permanentes avec des conférences de baraque. Ici Boris Taslitzky en croque une.

⁶ Travaux réalisés par Jean Philippe LANTES de 2014 à 2024.

- **106** autres, mis en résidence surveillée ou évadés rejoignant la résistance, comme également ceux transférés dans d'autres camps seront déportés.

Ainsi **952** internés, passés par le camp principal soit **23.7%** des 3072 internés dont la sortie du camp a pu être analysée ont été déportés sur le Reich allemand ; ce chiffre peut encore être revu au moment où le parcours non encore renseigné des 874 internés sera repéré.

Si on ajoute les 23 déportés et 66 indésirables étrangers ou résistants de la baraque 21 remis aux autorités allemandes ou italiennes, ce total s'élève, alors, à **1041 déportés soit 22,5 % de la population qui a été internée** sur le Camp principal de Saint-Sulpice ou sur sa baraque 21. Avec les **195** indésirables « déportés » en Afrique du Nord, ce total monte à **1236 internés transférés ou déportés soit 26,74 % des 4621 internés**. Ce pourcentage reste encore partiel, car tous les devenir n'ont pu être trouvés et les transports avec la 8^{ème} BPM de Toulouse n'ont pu tous avoir une destination. **Le camp de Saint-Sulpice et sa baraque 21 étaient, donc, des antichambres de la déportation.**

Plaque apposée à la gare de Saint-Sulpice le 30 mai 2015, à l'initiative du **Comité Départemental des Associations de la Résistance et de la Déportation (CDARD)**.

Autre marqueur important : l'internement des membres des brigades internationales français ou étrangers dont certains FTP-MOI comme des guérilleros et républicains espagnols :

Ils avaient tous prolonger leur combat antifasciste et antinazi en se portant au secours du gouvernement du « Frente Popular » légitimement élu en République d'Espagne. Il est souvent difficile de les repérer à l'intérieur des listings car beaucoup ont gardé l'habitude de conserver leur alias ou leur surnom, comme cela sera également le cas pour les agents des services de renseignements alliés ou des responsables de réseaux.

98 membres des engagés volontaires en Espagne républicaines furent, donc, internés : 55 français sur le camp principal et 43 étrangers sur la baraque 21 installée à la prison de castres puis à celle de Gaillac. Les BI⁷ français sont souvent internés dès l'ouverture du camp. Les BI étrangers vont entrer à la baraque 21 à partir d'octobre 1942. Remarquable est leur importance sur le total des indésirables étrangers. Rappelons-nous de leur parcours : la clandestinité dans les années 20 pour les italiens, pour les allemands et les autrichiens dans les années 30, puis la guerre d'Espagne puis les camps de la Méditerranée ... puis Gurs, le Vernet d'Ariège et enfin, parce que meneurs de toutes les résistances dans ces camps, la baraque 21 prison secrète et « dure ».

Quelques données sur la Baraque 21 :

⁷

BI : membre des brigades internationales, engagés volontaires en Espagne Républicaine

Nous pouvons retrouver dans les archives du Tarn à la côte 493 W 46 un listing qui corrigé et complété, donne : 178 internés sur la prison de Castres ; 67 primo internés sur la prison de Gaillac (des détenus, après la fermeture de la prison de Castres passeront à celle Gaillac, représentant au total 19 nationalités. Les résistants français, au nombre de 84, représentent le plus grand groupe national. Nous pouvons dénombrer également 56 allemands antinazis, 29 républicains espagnols et guérilleros, 14 italiens antifascistes comme 14 polonais, 14 yougoslaves (tous membres des brigades internationales), 6 anglais, 4 américains, mais encore 2 autrichiens et 2 écossais, 8 autres détenus sont respectivement ou bulgare, letton, turc, russe, tchèque, hongrois, canadien ou australien.

Tous ces internés de ces prisons disciplinaires, gardées par les polices de Vichy, seront soumis à des actes de maltraitance (manque de nourriture, humiliations, coups allant jusqu'à des tortures).

Les membres des brigades internationales sont pour la plupart communistes et jouent, ici leur vie, les républicains espagnols sont engagés dans la résistance en tant que guérilleros au départ des GTE⁸ ou dans les FTP. Sont particulièrement ciblés, aussi, les 4 ARA⁹ belges, les 5 membres de l'intelligence service, les 6 membres de la « Pat Line¹⁰ », les 9 membres du SOE¹¹, les 9 aviateurs alliés, les 9 membres du BCRA¹², de l'ORA¹³ ou du réseau Alliance. Ces internés sont dangereux pour le régime de PETAIN et l'occupant nazi. Ils sont, surtout, pour l'occupant allemand des personnes importantes au regard de leurs actions antérieures ou leur engagement durant le conflit.

Le parcours ultime de répression sera, donc, la déportation. 64 internés de la baraque 21, comme écrit précédemment, seront remis aux autorités allemandes par la 8^{ème} Brigade de Police Mobile de Toulouse (BPM). Les transferts se feront souvent par Saint-Germain des Fossés dernière étape avant la prison de Moulins en zone occupée. Le chemin continuera, presque toujours, vers les prisons ou camps d'internement ou de concentration allemand. 2 italiens seront extradés vers l'Italie. (Soit 66 transférés ou déportés au total).

Mais baraque disciplinaire et secrète ou pas, le combat antifasciste et antinazi a continué : 85 internés vont arriver à s'évader de ces prisons, 12 autres profiteront de la fin du fonctionnement à Gaillac, pour retrouver la liberté : 9 évadés à Castres le 11/02/1943 (5 membres de la Pat Line, 2 ARA belges et 2 aviateurs) ; 1 évadé le 30/06/1943 (radio de Jean Moulin et Daniel Cordier), avec un gardien, 36 évadés le 16/09/1943 (à moitié des brigadistes et à moitié des membres du SOE, des ARA, de la Pat

⁸ GTE : Groupements de Travailleurs Etrangers créés par Vichy avec sa circulaire du ministère de l'Intérieur du 3 août 1940 faisant suite au Compagnie de Travailleurs Etrangers créés par décret le 3 avril 1939.

⁹ ARA : Agent de Renseignement et Action, service secret belge

¹⁰ Pat Line : Réseau d'évasion créé par Pat O'Leary pseudonyme du médecin militaire belge Albert GUERISSE. Arrêté en mars 1943, son réseau deviendra le « réseau Françoise » créé par la toulousaine Marie-Louise DISSARD. Ces réseaux feront évadés puis passés en Allemagne par Gibraltar 650 prisonniers ou aviateurs alliés.

¹¹ SOE : Special Operations Executive, service secret britannique

¹² BCRA : Bureau Central de Renseignements et d'Action créée en juillet 1940 par le Général de Gaulle

¹³ ORA : Organisation de Résistance de l'Armée créée le 31 janvier 1943 à la suite de l'invasion allemande de la Zone libre en novembre 1942

Line ou des indésirables étrangers), toujours de Castres ; 39 évadés de la baraque 21 à Gaillac, le 13/06/1944 (grâce à l'attaque du groupe Vendôme, des FTP et FTP-MOI du secteur). 12 évadés ou libérés entre le 16/07 et le 24/08/1944.

Le camp principal est rempli jusqu'à la fin des répressions menées, par la milice et la Gestapo, contre l'ensemble des mouvements de résistance, leurs maquis et leurs réseaux. Ainsi après la quinzaine sanglante en Haute-Savoie, début 1944, les derniers internés seront déportés le 30 juillet 1944 par le transport (document : extrait de l'archive 493 W 51, AD81).

205 des 623 déportés par le Tr.I.252 sont décédés ou portés disparus de Buchenwald, de Mittelbau-Dora ou de leurs commandos. Soit 32,90 % de ces déportés du camp de Saint-Sulpice. Certains des survivants sont décédés dans les années qui suivirent leur libération. **35 des 106** déportés¹⁴ depuis d'autres camps ou après une nouvelle arrestation sont décédés également ou ont disparu.

13 juifs étrangers sur 223, aucun des enfants, ont survécu à leur déportation au camp d'Auschwitz-Birkenau. C'est, donc, dans un décompte connu, **450 personnes** passés par le camp qui **décédèrent en déportation**. Si on rajoute le décès de 5 internés en Afrique du Nord et les 13 indésirables ou résistants remis aux autorités allemandes au départ de la baraque 21, ce décompte macabre monte à 468 personnes, soit près de 10,12 % de la population passée par Saint-Sulpice, Castres ou Gaillac. Dans le listing étudié, 17 internés meurent sur le camp ou quelques jours après leur hospitalisation. Malheureusement **73** internés passés par Saint-Sulpice, après leur évasion et leur retour dans la résistance, trouveront la mort au combat ou seront fusillés.

Malgré ces **567 internés décédés ou disparus (12,28 %)**, le formidable courage des internés est parfaitement illustré par le journal du camp principal qui sera élaboré à compter de janvier 44.

Le C4S et sa baraque 21 reste un terrain de lutte et de combat contre Vichy et l'occupant :

Le Centre de Séjour Surveillé de Saint-Sulpice la Pointe et sa baraque 21 restent des terrains de lutte et de combat contre Vichy et l'occupant :

361 internés vont arriver à s'évader du camp principal ou dans les jours qui suivront leur transfert aux chantiers Todt ou dans un autre camp. Les évasions seront parfois individuelles, d'autres seront collectives. Toute occasion sera bonne pour rejoindre les rangs de la résistance. L'évasion dans la nuit du 11 au 12 juillet 1943 par un souterrain creusé sous le poêle de la baraque du secours national est l'une des plus symboliques. 97 s'évaderont de la Baraque 21 Les chiffres des évasions des camps de Sisteron, Eysses ou Fort Barraux ne peuvent, ici, être additionnés à ce **total de 458 évadés**.

Ils purent, donc, pour certains, plus de 350, rejoindre les rangs de la Résistance après de nombreuses évasions individuelles ou collectives, tant du camp principal que de la baraque 21.

Ainsi de mars à juillet 1943, plus de 200 des détenus du camp principal de Saint-Sulpice retrouveront la liberté dans 5 évasions collectives. Une aura lieu à la forêt de GIROUSSENS, village

¹⁴ : Ces chiffres ne prennent pas totalement en compte le devenir des internés remis aux autorités d'occupation ni le sort de la centaine de communistes qui furent transférés sur la centrale d'Eysses et qui participèrent aux journées de révolte de cette prison, celles-ci entraînant la déportation de 1200 internés.

proche, une autre sur un chantier de la commune de RABASTENS, deux évasions massives se dérouleront lors de transferts vers les chantiers TODT du mur de l'Atlantique. Enfin, après que le commandant du camp ait été remplacé pour son incompétence, 56 détenus s'évaderont, en juillet, grâce à un tunnel construit sous la plaque du poêle de la baraque du secours national.

Les grandes évasions de la Baraque 21 peuvent être considérées comme de véritables exploits tant les conditions de détention y sont dures. Les premiers internés en particulier, les personnalités politiques allemandes d'avant-guerre ont été remis à la GESTAPO et extradés (est-ce vraiment le terme) vers l'Allemagne. Castres sert, donc, de véritable pénitencier pour les résistants ou alliés capturés qui y arrivent dès août 1942. Les prises des polices nazis et vichystes sont importantes et entrent à la baraque 21 par vague. La question de soutenir des évasions se posent, alors, pour l'ensemble des réseaux d'autant plus que de nombreux membres du SOE viennent d'être incarcérés. Le 11 février 1943, vont s'évader 9 hommes dont trois membres du réseau Pat O'LEARY ou « Pat Line »¹⁵. Il était prévu que cette évasion soit plus massive, elle sera suivie d'une évasion individuelle d'un officier Gaulliste, le 30 juin 1943, Gérard BRIERE ou BRAULT est un Français libre, sous-lieutenant, radio de Jean MOULIN et surtout de son secrétaire Daniel CORDIER.

La grande évasion du 16 septembre 1943¹⁶ voit le rôle essentiel, en externe, jouait par la résistance communiste de Castres dont Noémie BOUSSIÈRE avec le soutien du « Travail Allemand » toulousain et en interne, d'organisateur par Ljubow ILITCH. Au regard de la composition de cette évasion fort est à penser que la « Pat Line » a été aussi partie prenante. Après l'arrestation de Pat O'LEARY (Dr GUERISSE), c'est une Toulousaine Marie-Louise DISSARD qui lui succédera et continuera d'organiser la filière d'évasion. Ce réseau prendra alors le nom de réseau « Françoise ». Le groupe des 36 évadés est composé pour moitié par des communistes allemands et autrichiens ainsi que des Brigadistes yougoslaves, allemands, italien et pour l'autre moitié de membres d'autres organisations françaises de résistance ainsi que d'officiers de renseignement belge et de membres du SOE.

Le débarquement du 6 juin 1944 vient d'avoir lieu et les combats de libération font rage, aussi pour empêcher les divisions allemandes de remonter vers la Normandie. La DAS REICH est dans le coin, une escouade en est présente à Saint-Sulpice selon les archives de la Mairie. On veut chercher à libérer les combattants, soldats de la résistance et dans cette confusion on en trouve la force. 39 internés vont être libérés le 13 juin 1944 de la baraque 21, alors située à Gaillac, par l'intervention conjuguée du réseau Vendôme et des maquis FTP du secteur. Ils seront cachés ensuite sur les maquis de Carmaux avant les derniers combats libérateurs de CARMAUX, MARSAC ou ALBI

Ainsi à la fin du camp et de sa baraque 21 et lors des derniers combats de la libération peu importe l'obédience politique, tous sont derrière le programme du Conseil National de la Résistance et derrière le Général De Gaulle

Les simples et les illustres :

Tous les internés ont un parcours particulier, beaucoup sont des résistants qui ne chercheront aucun honneur particulier à la libération et retrouveront leur place dans la vie d'une France libre et en

¹⁵ Ce réseau est connu comme le plus grand réseau d'évasion actif en France. Il a fonctionné sous l'égide du M19 britannique et assuré par GIBALTAR le retour de 650 à 700 prisonniers ou aviateurs. Pat O'LEARY était le pseudo d'un médecin belge Albert GUERISSE. Il sera arrêté à TOULOUSE le 2 mars 1943. Il aura certainement aidé à cette évasion.

¹⁶ Jonny GRANZOW a écrit sur cette évasion un livre, Ed Histoire/Loubatières

reconstruction ; beaucoup malheureusement ne connaîtront pas cette délivrance. Certains retomberont dans l'anonymat, d'autres accéderont à des responsabilités politiques déjà assumées avant-guerre, d'autres resteront de simples militants politiques ou associatifs souvent militants de la paix. Il est impossible de les citer tous, pourtant ils mériteraient, au regard de leurs supplices ou de leurs combats d'avoir leur nom gravé sur une plaque tant au camp que sur les murs des prisons qui accueillirent la baraque 21. En voici pourtant quelques-uns mais d'abord et en hommage à lui :

Henri STEINER, né en 1922, parti d'Autriche en 1938 fut un des très rare survivants de la rafle et de la déportation des juifs étrangers de l'été 1942. Il sera un militant inlassable de la mémoire de la Shoah tant à la LICRA qu'à la présidence de l'ADIRP du Tarn et du CDARD du Tarn.

Blaise AIELLO, secrétaire de la cellule communiste de Vallauris, internement ordonné le 18/03/1940, maître potier, ami de Picasso, il est déporté en Afrique du Nord ; Il travaillera avec Edouard Pignon; **Sauveur ALBERTINO**, arrêté en décembre 1940, BI, déporté en Algérie. **Georges ANQUETIL**, Directeur de « l'Assiette au Beurre » dans l'entre-deux guerres, décédera à Buchenwald. **Julien CADET**, anarchiste ancien des BI, transféré à Bayonne sur TODT ; **Amilcare CALVETTI** : Communiste sétois responsable du sport ouvrier, libéré avec d'autres syndicalistes fin 41 Libérateur de Lavelanet et Pamiers, lieutenant-colonel FFI, il entre dans 1^{ère} Armée de De Lattre de Tassigny. **Etienne CARRERE**, chef de groupe FTPF, interné fin 43, DCD à Buchenwald le 24/08/1944 (lors du bombardement allié du camp) ;

Yvon CASSIN, cousin germain de René Cassin, « quasiment son demi-frère ». **Jean CASSOU**, écrivain, Commissaire de la République éphémère de Toulouse à libération, suite à un attentat, Rédacteur en chef de la revue Europe ; **Jean Louis CHAUSSEGROS**, responsable des JC à Clermont-Ferrand, transféré sur TODT, s'évade de l'île de Ré et devient responsable FTPF en Côte d'Or, tué au combat le 10/08/1944 ; **Gustave CHAUVIRE**, ajusteur, chauffeur de Jacques DUCLOS, transféré à la centrale d'Eysse, il s'en évade avec 44 autres internés le 21/07/1944, vétéran du PCF.; **Georges COMAILS**, communiste des PO, arrêté le 25/08/1940 après avoir organisé la manifestation de 200 militaires sénégalais devant la mairie de Rivesaltes.

Francis CREMIEUX, fils de Benjamin, mort en déportation, journaliste (de radio) écrivain, « israélite présent au camp le 18/12/1943 », libéré rejoint la résistance, secrétaire de la société des amis d'Aragon et Eluard ; **Frédéric DAUCROS**, mutin de la mer Noire, décoré de l'ordre de l'Etoile Rouge de l'URSS, interné sur toute la durée de la guerre, reviendra de déportation et sera élu à Hyères. **Henri DOUILLOT**, mécanicien, conseiller municipal de Bondy, s'évade lors de son transfert de Sisteron, commissaire politique de l'Organisation Spéciale pour les régions 146,147 et 148 ; arrêté en mai 42 sera fusillé en octobre, son épouse décède à Birkenau ; **Francis DUFOUR**, militant de la Fédération Anarchiste, membre de Combat, arrêté en 42, libéré après son transfert à Carcassonne, rejoint le 1^{er} régiment FTP de Haute-Garonne, sera militant CNT puis CGT-FO ; **Paulin EYNARD**, employé du gaz, propagandiste, évadé par le tunnel avec 56 autres le 12/07/1943 ; rejoint les FTPF, collaborateur de Marcel Paul pour la création d'EDF-GDF ;; **Henri FRADIN**, entré en 01/41 puis libéré comme d'autres syndicalistes, membre du cabinet d'Ambroise CROIZAT, contribue à la mise en place de la Sécurité Sociale dont il devient un des administrateurs.

Célestin FREINET, instituteur, interné de février à octobre 41, il entra au maquis FTPF de Bassac, il développera sa méthode d'enseignement après-guerre (décrite dans « l'école buissonnière » de Jean-Paul LE CHANOIS) ce qui entraîna une forte controverse avec certains intellectuels du PCF. **Paul GRUFFAT**, gendarme à Thonon. FFI, reviendra de déportation, fait juste parmi les Nations ; **Charles GUENARD**, conseiller municipal d'Aubervilliers, décédera, par balles, le 28/05/1952 lors d'une manifestation contre le Général américain Ridgway.

Jacques HAIK, producteur et distributeur de films dans l'entre-deux guerres, s'évadera et rejoindra la France Libre à Tunis, après-guerre gèrera, entre autres, l'Olympia ; **Baruch HERBSTMANN**, envoyé en résidence surveillée à la ferme école des éclaireurs israélites de France ; il la quitte et est arrêté le 09/03/1944 à Clermont Ferrand ; décèdera en déportation à Kaunas ; **Jean Baptiste IVALDI** : Mécanicien au Tramway de Marseille, révoqué après une grève contre les accords de Munich en fin 38, mobilisé fait la campagne de Belgique, arrêté le 19/09/1940 pour reconstitution de PC clandestin, participa de la révolte du 02/04/41, assigné à résidence à Marseille en 12/42, FTP meurt au combat de la libération le 23/08/1944. **Simon LAGUNAS**, lieutenant d'artillerie dans les BI, indésirable, s'évade à Bayonne (TODT) le 24/03/1943, rejoint les FTP, repris il est déporté à Buchenwald, fait partie de la brigade de libération du camp, sera conseiller municipal d'Aubagne.

Charles LECOINTE, mineur, évadé le 22/01/1941, organise la grève des mineurs (100 000) du Nord et du Pas de Calais qui démarre le 27/05/1941 (avec le jeune Marcel Brûlé) de Montigny dont il était maire. 272 mineurs sont arrêtés, 244 déportés par « le train des mineurs » (la très grande majorité est communiste) vers SACHSENHAUSEN le 13/06/1941. LECOINTE sera responsable des FTPF en Bretagne et redeviendra maire de Montigny –en-Gohelle. DCD en 1948. **Jean Baptiste MALAUSSENA** : CGT, mis en résidence surveillée en 01/42, FNLLIF et FTPF. Arrêté par la Gestapo, torturé, fusillé le 15/08/1944 avec 20 autres dans le quartier d'Ariane à Nice ; **Stanislas, Elisée MESONES**, couleux en zinc communiste, père du professionnel de football d'Auxerre Serge Fidel MESONES, il n'est pas déporté (10 enfants) ; **André MOINE** : libéré le 01/06/1943 du camp La Redoute Bossuet en Algérie, devient responsable à l'organisation du Parti Communiste Algérien ; **Manuel MOLINA** : ouvrier menuisier, engagé volontaire en Espagne Républicaine né à Relizane (Oran) en Algérie. Résistant interné en 11/42, évadé en juillet 1943 certainement par le tunnel, FTPF, à nouveau arrêté en 12/43, transféré à Compiègne le 27/06/1944, déporté le 02/07/1944 sur Dachau par le « train de la mort » ; survivra vétéran du PCF.

Gaston NAVAILLES, champion de boxe, s'évade lors du transport TODT du 29/03/43 et rejoint les FAFL, SAS (Spécial Air Service), parachuté le 07/06/1944, exécuté en le 22 juin 1944. **Eugène ODRU** : interné, à 22 ans, de 12/42 au 18/03/1943, FTPF de Corrèze, grade de commandant reste dans l'armée au grade de lieutenant refus de combattre en Indochine.

Maurice PACOME, artisan taxi communiste de Levallois Perret, arrêté plusieurs fois, père de Maria Pacôme, actrice, son fils Robert sera fusillé le 21/03/1944 au Mont-Valérien ; **Gabriel PELOUZE**, postier communiste de Narbonne, transféré à la centrale d'Eysses, commande un bataillon lors des combats du 19/02/1944, fusillé le 23/02/1944 ; **André PIEPLU** : ajusteur, engagé volontaire en Espagne Républicaine, mécanicien dans l'escadrille Espagne d'André MALRAUX, s'évade lors de son transfert à Bayonne sur TODT, rentre en clandestinité ; **Cyprien QUINET** : mineur député du Pas de Calais en 36, il n'est pas déporté en Algérie s'évade en 07/1943 par le tunnel, rejoint la résistance et est arrêté à nouveau en 11/43, déporté de Compiègne sur Dachau par « le train de la mort » le 02/07/1944, assassiné au commando d'Hersbruck le 02/11/1944 ; **Albert ROBERT** : arrêté pour distribution de tracts fin 40, résidence surveillée, FNLLIF et FTPF de Béziers, arrêté à nouveau en 05/43, déporté de la prison St Michel par « le train Fantôme ». Il décède lors de sa tentative d'évasion du train à Lecourt ; **Roger ROSENWALD**, Etudiant à HEC, mouvement Libération, arrêté pour distribution de tracts, libéré rejoint les FFI, mort au combat le 06/09/1944 à Yzeure dans l'Allier.

Félicien SARVISSE, opérateur de Cinéma, groupe d'auto défense du PCF, dénoncé en 06/41, placé en chantier de jeunesse en 04/42, rejoint les FTPF (caché à Montpellier par Georges CHARPAK), arrêté en 06/43, participe de la révolte du 19/02/1944 à la centrale d'EYSES, fusillé le 23/02/1944 ; **Manuel SERRA**, cheminot communiste, s'évade après 1 an d'internement, recruteur FTPF dans les PO, passe en Ariège et travaille avec l'AGE, tué par la milice le 25/07/1944 après une réunion préparatoire

à la libération de Toulouse ; **André SERRES**, 23 ans FTPF d'Ivry, membre du groupe du Colonel Fabien, s'évade ;

Maurice SEVENO : étudiant, évadé du camp le 02/07/1944, deviendra journaliste de télévision, il sera conseiller audiovisuel du PS et proche de F. MITTERAND ; **Henri SINTES**, assigné à résidence à Riom, FTPF, aurait participé à l'opération de vol du milliard de la Banque de France, le 09/02/1944, participe à la libération de Lyon puis disparaît ; **Bixio SORBI**, militant anarchiste puis CGT, transféré au Vernet en 09/43, déporté par le train fantôme le 03/07/1944, DCD à Dachau le 09/02/1945 ; **Lucien SPORTISSE**, membre du CC du PCA (son épouse sera député d'Oran de 1945 à 1955), évadé par le tunnel, dirige le journal clandestin du FNLLIF, assassiné par la milice à Lyon le 22/03/1944 ; **Jean TABERLET** : BI, FTPF interné en 10/43, déporté à Buchenwald le 30/07/1944, décède sur le Kommando de Plomnitz-Leau .

Boris TASLITZKI : artiste peintre, membre de l'AEAR (Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires), membre du FNLLIF, il peint 7 fresques monumentales à l'intérieur du camp qui lui valurent de la part d'Aragon le titre de « maître de St-Sulpice », déporté à Buchenwald il produit près de 200 dessins et croquis clandestinement, à son retour il reprend militantisme syndical et politique ; **Henri THIEBAU(L)T**, maire de Liévin jusqu'en 39, astreint à résidence dans les Alpes Maritimes sera attaché au cabinet de sous-secrétaire d'Etat d'Auguste LECOEUR ; **Emile VACEK** : garagiste, communiste, libéré après 4 mois de détention, intègre les FTPF, caché à St Tropez par le Directeur des Folies Bergères qui va l'employer à Paris, intègre l'Etat-Major de ROL-TANGUY ;

Jacques VALLEE : industriel gaulliste, interné le 10/07/1944 déporté le 30/07, décède à Buchenwald le 21/03/1945 ; **Henri VERDE** : ouvrier Michelin, communiste dès 1920, aide au passage en Espagne des BI, reconstruit des groupes clandestins du PCF dès octobre 40, interné de 08/41 à sa déportation à Buchenwald en 07/44 dont il revient, responsable de la CGT chez Michelin pendant 20 ans ; **Gustave VERGNEAU** : conducteur de métro, CGT(U), PCF, BI, magasinier dans l'aviation, arrêté en 04/40, la Santé, GURS, Collioure, Sisteron, C4S en 05/41 dont il s'évade le 29/03/1943 (transport TODT) sur Bayonne), rejoint l'Afrique du Nord, FFL, campagne d'Italie, blessé en 07/44, reprend sa vie militante à la libération ; **Jacques WILLEMETZ**, cinéaste, producteur, évadé en 12/43 déporté en 08/44, reviendra de Dora ; connu pour ses documentaires sur Hitler et Eva Braun ;

Edouard WORMS, banquier, administrateur de nombreuses sociétés, interné par Pucheu, transféré à Gurs il s'en évadera en août 43 et rejoignant Alger se mettra au service du Gouvernement Provisoire de la République Française. **Serge WOURGAFT**, né à Odessa, étudiant, il reviendra de déportation. Directeur de Patriote Résistant, le journal de la FNDIRP, il décède fin 2024 à 106 ans.

Le groupe des anarchistes d'AIMARGUES dont les frères DESCHAMPS, Jean JOURDAN, Paul PERRIER, Georges LOUCHE, libérés entre fin 41 et début 42 ils participeront de la résistance dans le Gard

21 résistants passés par le camp principal seront députés et/ou sénateurs :

Julien AIROLDI, évadé par le tunnel dans la nuit du 11 au 12 juillet 1943, membre du FNLLIF, dirigeant FTP à Marseille puis appela à l'insurrection, de Lyon. Il sera adjoint au maire Edouard Herriot, puis député de 1946 à 1951 et conseiller général de 1951 à 1970. **Marcel BARBU**, libéré après un mois de détention, rejoint la résistance et crée un maquis, arrêté puis déporté sur Buchenwald dont il revient, député à la Constituante en 46, candidat à la présidence de la République en 65 ; **Paul BILLAT**, état-major FTP du Vercors, député de l'Isère de 47 à 58 ; **Robert BOCCAGNY**, Combat puis FTPF, arrêté en

octobre 1943, revient de déportation Député Maire en Haute-Savoie entre 1945 et 1958 ; **Paul CERMOLACCE**, déporté sur Djelfa puis Bossuet libéré le 23/05/1943, député de Marseille de 1945 à 1978 ; **Léon FEIX**, déporté en Algérie, interné à Bossuet, s'en évade et milite clandestinement en Algérie député d'Argenteuil de 62 à 74 ; **Paul FOURRE** (02/41 , 07/44) revient de Buchenwald sera sénateur de l'Yonne de 46 à 48 ; **Roger GARAUDY** , philosophe sera député du Tarn puis de Paris et enfin sénateur, son antisionisme le fera accuser de négationnisme , exclu du PCF en 1970 ; **Edmond GINESTET** : déporté en Algérie, sera député de l'Aveyron de 48 à 51 ; **Philippe GIOVANINI**, s'évade le 29/03/43, rejoint les FTPF commandant lors de la libération de Nice, devient maire de La Seyne en 1969 puis député du Var ; **Stanislas GOUGE** s'évade en février 44 et rejoint les maquis du Tarn, sera député de Loire Atlantique de 1945 à 1951 ; **Paul GREFFIER**, libéré sera FTP en région parisienne, plusieurs fois médaillés, député de l'Eure de 1945 à 1951 ; **Joseph HUGONNIER**, s'évade et rejoint le maquis sera député du Rhône de 1945 à 1951 ; **Etienne LANDABOURE**, déporté à Djelfa, sera sénateur des Basses-Pyrénées ; **Jean LAURENTY**, assigné à résidence surveillé en 42 à Vence, devient responsable FTPF, député des Alpes Maritimes puis sénateur ; **François MERCIER** : libéré en 12/41 comme d'autres syndicaliste, député à la constituante puis Sénateur ; **René MUDRY** : combat avec les FTP, interné en 01/43, s'évade en 03/43, reprend le combat, sera député de Savoie ; **Léon NICOD**, transféré à Sisteron, il s'en évade en juillet 1944, sera député puis sénateur du Doubs ;

Jean NOVAT, résistant gaulliste, interné de janvier à août 43, sera député puis sénateur MRP de la Vienne ; **André PARINAUD** : (un des derniers à voir Marcel GUITTON pour le convaincre de ne pas condamner le pacte Germano-Soviétique) interné au camp de Bossuet, s'évade avec FEIX en 11/42, sera membre du Conseil de l'Union Française de 1955 à 1958, désigné par l'Assemblée Nationale ; **Lucien VILLA** : envoyé à la prison de Nîmes puis au camp du Murat dont il s'évade, rejoint la 1^{ère} armée française, député de Paris entre 1967 et 1981 ;

50 des anciens internés vont devenir maires ou maires adjoints, après-guerre, en voici quelques-uns :

Marcel BAUDIN, transféré à Fort BARRAUX, maire et conseiller général de Port Saint-Louis, dirigeant national des dockers CGT ; **André CARREZ**, interné de février 41 à juillet 44, revient de déportation, maire de Mitry-Mory, **Louis COTE**, libéré de Bossuet sera attaché militaire au cabinet de Charles TILLON puis maire adjoint de Miramas ; **Paul DERIGON**, libéré en avril 42, entre en résistance maire de Vallauris de 45 à 77, puis conseiller général ; **Louis FOUILLERON instituteur** SFIO, Franc-maçon, maire de Guebwiller (Haut-Rhin) libéré devient chef adjoint des MUR de la Loire, reprend sa carrière ; **Pierre GAULTIER**, déporté dans le Sud Oranais sera maire puis conseiller général de Châteauroux ; **Jean-Baptiste LANUSSE**, déporté en Algérie, redevient maire du Boucau ; **Yves MAHE**, employé du gaz, s'évade et rejoint la résistance Maire et Conseiller général de Villetaneuse ; **Marius OLIVIER**, maire communiste de Bègles à la libération ; **Léon PINCON** : brigades de chocs (CGTU/PCF) dans les années 30, s'évade par le tunnel devient maire-adjoint de Boulogne-Billancourt ; **Henri QUATREMAIRE** : s'évade par le tunnel en 07/43, chargé des évasions en zone nord, deviendra maire de Noisy le Sec ; **Daniel RENOULT**, frère de René ministre radical d'Aristide BRIANT, militant SFIO avec Jean JAURES et Jules GUESDES, journaliste à l'Humanité, collaborateur de JAURES depuis 1908, présent au café du Croissant lors de son assassinat, transféré à EYSES puis Sisteron, libéré par les FTP le 08/06/1944, sera Maire de Montreuil ; **Victor TURCO** : Communiste responsable FSGT, sera Maire de VALRAS de 59 à 83 ; **Léon VERGNOLE** : métallurgiste (CGT(U), PCF, s'évade lors de son transfert à Sisteron, maire de NIMES à la libération ; **Gaston VIENS** : affichage clandestin déporté, à 20 ans, à Buchenwald, en revient maire d'ORLY de 65 à 2009, président du Conseil Général du Val de Marne ;

56 internés sont des policiers, gendarmes ou militaires résistants, dont :

André ANGILBERT,; **André BERGERON**, brigadier-chef de la police Nationale reviendra de déportation ; **Pierre CHAMEAU**, intendant de Police revient de déportation comme **Justin CHATELIN** ; **Fernand GADEA** commissaire de police de la sûreté interné le 25/06/1944 reviendra de déportation; **Jean LAMBERT**, adjudant-chef reviendra de Buchenwald ; **Jules PELLOUX** : gardien de camp interné pour faute professionnelle, dirigé sur TODT ; **Robert PERPEROT** : gardien de la Paix, 23 ans, dirigé sur TODT, s'évade et rejoint un maquis FTP (Jim), abattu le 20/09/1943 par les GMR pour une action à la date anniversaire de Valmy ;

Philippe POIRIER D'ORSAY : officier de carrière membre de l'Armée Secrète interné en 01/43, résidence surveillée en 04/43 reprend le combat avec l'AS puis état-major FFI-FTP du Lot, mort en action le 21/08/1944 ;

Alfred SABATIER : Inspecteur de la sûreté à la Police Régionale de Lyon (à Libération dès 1941), révoqué pour faute professionnelle (n'a pas procédé à l'arrestation de 2 juifs), transféré à TODT, s'évade, rejoint l'Armée Secrète ; arrêté déporté par le Tr.I.166 (en 12/43 ou 01/44) avec les membres du réseau Alliance, décède à Siegburg le 30/03/1945. 123 des 128 déportés de ce transport décéderont.

Les membres de réseaux ont commencé à être internés à partir de fin 42 en voici certains :
Maurice ALBORD, gaulliste, fils du Général ALBORD, membre du réseau Navarre, FFL arrêté en janvier 1943, déporté au départ de Compiègne en août 44 vers Buchenwald, fait une marche de la mort en avril 45 que Joseph KESSEL narre dans un de ses livres. **Michel BRUGUIER**, mouvement « Liberté », inspecteur MUR, avocat des indépendantistes durant la guerre d'Algérie ; **Marcel CLAEYS**, industriel, franc-maçon, fabrique des faux-papiers, membre d'un réseau BUCKMASTER, s'évade sera conseiller municipal de Villeurbanne ; **René GIMPEL**, marchand d'art, créateur du réseau Gloria avec l'épouse du peintre Francis PICABIA, relâché en 01/43 sera à nouveau arrêté puis déporté sur Neuengamme où il décède le 03/01/1945 ; **Louis GRAVE** : maçon, gaulliste, membre du réseau Gallia reviendra de sa déportation à Buchenwald ; **Jean LEUNE**, journaliste et écrivain spécialiste du Proche-Orient, intègre le 2^{ème} bureau en 1939. Démobilisé rejoint le réseau Mithridate, SOE, arrêté le 17/07/1942, interné en 04/43 au C4S, remis aux allemands le 12/05/1944, décède lors de son transfert de Compiègne à Buchenwald le 13/05/1944 ; **Augustin SALGE** : gazier **syndicaliste CGT(U)**, libéré, rentre dans le réseau Pearl Harbour (OSS : Office of Strategic Services), coordination de la résistance corse et des militaires avant le débarquement, administrateur des œuvres sociales d'EDF-GDF à la libération; **Gabriel SAUMITOU**, conducteur électricien à la SNCF, membre du réseau NAP-FER, décède à Buchenwald avant son rapatriement le 21/05/1945.

Quelques internés tarnais : **Elie AUGUSTIN**, responsable du PCF dans le Tarn, déporté en Algérie, il meurt au camp de Bossuet le 16/09/41 ; **Edouard COMBES**, **syndicaliste**, libéré en octobre 41 avec 45 autres syndicalistes, responsable clandestin du PCF dans la résistance ; **Louis COUTOULY**, secours rouge, déporté sur Djelfa, père de Jean futur maire de Blaye les Mines ; **René TITEUX DE LA CROIX** : secrétaire fédéral du PCF du Tarn, s'évade dans une malle de l'hôpital d'Albi.

Sur la baraque 21 :

Luigi LONGO, membre de l'Etat-major des BI à Albacete, dans la RETIRADA le 04/02/1939, interné au camp du Vernet d'Ariège, le 18/11/1941 est transféré à la Baraque 21 de Castres, extradé en Italie en 11/42, libéré à la chute de Mussolini le 25/07/1943 ; il sera député de Milan de la libération jusqu'à sa mort, secrétaire général du PCI de 1964 à 1972 ;

Franz DALHEM, membre du KPD, rédacteur en chef de « Die Rote Fahne », député au Reichstag en 1933 puis clandestin ; BI devient chef de la Commission politique des BI à Albacete auprès d'André MARTY, interné au Vernet puis à la Baraque 21 de Castres le 18/11/1941, extradé en Allemagne malgré l'intervention de 98 députés anglais et de 40 membres de chambre des Lords demandant sa libération comme l'épouse du Président Roosevelt, déporté à Mauthausen où il survit grâce au BI et aux républicains espagnols, responsable du SED en RDA sera victime d'une purge stalinienne en 1953, réhabilité en 1956 **occupera des postes ministériels pendant 20 ans en RDA ; Heinrich RAU**, spartakiste et ami de Clara Zetkin, député jusqu'en 1933, condamné à 2 ans de prison, émigre en URSS, est envoyé en Espagne, membre de l'Etat-Major de la XIème brigade, blessé revient en France en 1938, participe pour la direction du PCF à l'accompagnement de la RETIRADA, transféré du Vernet à Castres le 18/11/1941 extradé le 16/11/1942, emprisonné, sera **ministre** en RDA (**génie mécanique puis commerce**) ; **Siegfried RAEDEL**, spartakiste, membre CC KPD, député au Reichstag en 1933, membre des Brigades Internationales, transféré du Vernet à Castres le 18/11/1941 extradé le 16/11/1942, remis à la GESTAPO par les autorités de Vichy, incarcéré puis condamné à mort, sera décapité le 10/05/1943 dans la prison de Brandebourg ; **Rudolf LEONHARD** : écrivain, spartakiste, ami de Rosa LUXEMBURG et Karl LIEBNECHT, maintenu en détention malgré les mêmes soutiens que DALHEM, s'évade le 16/09/1943 et travaille dans la résistance pour le Travail Allemand (TA) ; a vécu en RDA. **Ljubow ILITCH, un parmi tous les yougoslaves**, jeune communiste en 21, architecte auprès de Pierre GINSBURGER (VILLON député de de l'Allier de 45 à 78), organisateur de l'évasion du 16/09/1943, sera responsable national des FTP-MOI, après l'avoir été pour la Zone Sud à Lyon, membre de l'Etat-Major des FTP, **plusieurs fois Ministres et Ambassadeurs de Tito**.

Sabine LECOMTE plutôt Blanche CHARLET, alias BARBERIS : belge galeriste d'art à Bruxelles, réfugiée en Angleterre, recrutée comme radio par le SOE, fait partie de l'évasion du 16/09/1943, cachée par les moines d'En CALCAT, ne regagne l'Angleterre que le 15/04/1944 en vedette rapide commandée par David BIRKIN, le père de Jane ; **Suzanne WARENGHEM, alias CHARISSE** : française, membre du SOE, courrier de la PAT LINE du docteur belge Albert GUERISSE alias Pat O'LEARY. Elle rejoint l'Angleterre et est remise en service en août 44, elle rencontre un agent américain de l'OSS qu'elle va épouser... Prenant la nationalité américaine, elle entre à l'OSS puis à la CIA. Elle restera en relation avec les moines d'en CALCAT qui l'avaient cachée après son évasion.

Kurt GRANZOW :, responsable de l'armement du KPD, séjourne à Moscou de 11/32 à 05/33 revient clandestinement, en 02/34 exécute un agent de la Gestapo et doit fuir en France. Il y est responsable de l'exfiltration des membres du KPD, engagé volontaire en Espagne Républicaine, interné au camp de Djelfa puis à GURS puis au Vernet et enfin à B21le 22/09/1942, extradé le 29/11/1942, il est exécuté le 10/09/1943 à la prison PLOTENSEE à Berlin où 2891 condamnés à mort furent exécutés ;

Michel STONEHOUSE, membre du SOE, section F, envoyé en France pour la mission « VENTRILOQUIST » le 01/07/1942, interné à Castres le 13/11/1942, transféré à Saint-Germain des Fossés par la 8ème BPM de Toulouse, déporté par le Tr.I.302 « hors transports », Mauthausen, Natzweiler, Struthof, libéré sur Dachau le 29/04/1945 reviendra de déportation ; il sera peintre pour la famille royale d'Angleterre, puis portraitiste de célébrités aux USA ;

Léon FAYE : chef militaire du réseau Alliance, déporté avec les membres du réseau Alliance par le Tr. I.166 le 16/12/43 à Kehl et après plusieurs prisons et bagnes arrive à SONNENBURG, camp de concentration nazi de première génération en Prusse orientale aujourd'hui en Pologne. (124 des 128 déportés de ce transport seront exécutés) ; lui sera exécuté le 30/01/1945 dans le « massacre de SONNENBURG à l'approche des troupes soviétiques comme 823 autres internés. **Francesco NITTI**, antifasciste, franc-maçon, neveu du Président du Conseil Italien (en 1919, contre l'adhésion de l'Italie à l'OTAN après-guerre), engagé volontaire en Espagne Républicaine (140ème Brigade Mixte), transféré

au Vernet, déporté le 03/07/1944 par le « train fantôme » vers Dachau, s'en évade le 25/08/1944 à Lecourt (Haute-Marne), sera conseiller municipal de Rome;

Antonio CAAMANO DIAZ, interné à GURS puis au Vernet, s'évade une 1^{ère} fois de Castres le 16/09/1943, FFI, puis repris s'évade à nouveau de Gaillac le 13/06/1944 lors de l'attaque du groupe Vendôme du commandant VENDEVEN (radié de l'armée de l'air parce que franc-maçon et les FFI-FTP du capitaine Henri de Carmaux ; **Luis SUAREZ CUETO : UNE-guérilleros**, arrêté le 14/12/1942 à Figeac dans le cadre « d'une Affaire Reconquista de España », transféré à Toulouse puis Noé puis au Vernet, déporté par le « train fantôme » le 29/04/1945 ; ; **Manuel CUBEL URIATE : UNE Guérilleros**, représente la CNT au triangle de direction de l'UNE avec un membre du PCE et un de l'ERC (« ESQUERRA REPUBLICANA DE CATALUNYA »), s'évade le 13/06/1944 après un mois de détention à Gaillac.

Jeanne MODIGLIANI : artiste peintre, traductrice, fille du peintre Amadeo Modigliani, résistante, secrétaire du journal « Action », sera historienne de l'Art ; **Anna SCHARPIROW (CHAPIRO) épouse CHARPAK**, mère de Georges Charpak, prix Nobel ;

Edmond BERGAMINI : volontaire dans les Brigades Internationales (XII^{ème} brigade), évadé de la B21 le 13/06/44, il rejoint les FTP et meurt, le 22/08/1944, lors de la contre-attaque allemande sur Albi (libérée le 19/08); **Arturo BENDINI** : député communiste de Turin de 1924 à 1926, il fuit l'Italie en 1927 après la promulgation des lois d'exception dites fascistissimes ; condamné par contumace, intense activité dans les milieux communistes du Lyonnais, interné à la Baraque 21 à Gaillac, s'en évade et rejoint la 4204^{ème} compagnie FTPF, meurt lors des combats près de Carmaux le 13/07/1944.

Au regard de toutes ces vies, de tous ces sacrifices et de ces combats aux fins dramatiques ou glorieuses, le travail de mémoire devient un combat pour continuer de défendre nos valeurs républicaines de justice, de paix et de liberté¹⁷.

Jean Philippe LANTES,

Membre de la FNDIRP (Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants et Patriotes)

Membre de l'ACER (Amis des Combattants en Espagne Républicaine)

¹⁷ : le travail de mémoire n'obère pas de respecter la vérité historique : ainsi il nous faut rappeler que des collaborateurs notoires seront internés sur un certain temps dans le camp principal ou sur la baraque 21, avant d'être libérés. Cette punition ou ce purgatoire liés aux conflits ou à des événements internes à l'extrême droite concernent : Jean Fillol, le Docteur Henri Martin, Lucien Iltis, René Lentremy

